



# L'Organisation des Producteurs de Grains

Premier syndicat français de producteurs de céréales, d'oléagineux et de protéagineux

*Lettre d'information  
des producteurs de grains*

N°35  
Juillet 2011

## Sécheresse, irrigation, loi sur l'eau : du pain sur la planche

**R**appelons le : en Espagne, pays avec une SAU et une pluviométrie plus faibles que celles de la France, les volumes d'eau utilisés par l'irrigation agricole sont près de 5 fois plus élevés que chez-nous. Si le roi d'Espagne pouvait envahir le Sud de la France, ce serait une bonne nouvelle pour les agriculteurs...

En France, l'irrigation est décriée depuis toujours. Le mal est profond et bien enraciné, même au sein de la profession agricole. Je me souviens que dans les formations agricoles à l'informatique, ou sur tout autre sujet, financées par le FAFSEA, il fallait remplir une fiche sur notre profil d'agriculteur et qu'il y avait une case « irrigant » à cocher. Qu'est ce que ça peut bien leur faire que l'on soit irrigant ou non !

C'est une véritable discrimination.

Lors de l'affaire ITCF Unigrains, un président de

FDSEA me reprochait d'avoir une ferme irriguée. On se souvient également de Jean-Michel Lemétayer qui, critiquant François Lucas, racontait que l'irrigation diurne n'était pas défendable. Récemment, un agriculteur du bassin parisien, fidèle à sa FDSEA, m'avouait que la profession était d'accord avec les interdictions d'irriguer le week-end. A la radio, j'ai entendu un salarié d'une organisation agricole avoir comme unique argument pour justifier l'irrigation, le fait que les agriculteurs paient l'eau aux agences de bassin !

Arrêtons ces jalousies, ce masochisme, cet esprit de décroissance, cette ignorance de l'agronomie vis-à-vis de l'irrigation et des hommes qui la pratiquent. Car, aujourd'hui, les grands perdants ce sont les agriculteurs des régions qui, faute de mise en place d'une vraie politique d'irrigation depuis 30 ans, se retrouvent

confrontés à des restrictions voire même à tout espoir de devenir irrigant. Comme solution, on nous propose l'assurance récolte, comme si l'on pouvait manger de l'assurance. Là, les perdants ce sont aussi les consommateurs et contribuables qui financent la PAC et subissent les baisses de production.

**En bonne logique il est grand temps de recycler nos idées sur l'irrigation, de développer de grands projets et de revoir en profondeur la loi sur l'eau.** N'oublions pas non plus que l'eau d'irrigation, c'est seulement 4 % des besoins en eau de l'agriculture et seulement 2 % des besoins des végétaux si l'on y ajoute la forêt. Avec plus d'irrigation on sauverait des récoltes. Quelle profession accepterait de voir son travail détruit en grande partie, tous les 10 ans sans chercher à se prémunir ?

*Nicolas Jaquet,  
Président de l'OPG*

**TO  
ED**

**O.P.G.**

1 imp. Marc Chagall  
BP 50590  
32022 AUCH cedex 9

Tél : 05 62 60 14 30  
Fax : 05 62 60 32 84  
E-mail :  
contact@opg.fr

[www.opg.fr](http://www.opg.fr)

rédigé par  
des agriculteurs  
imprimé par nos soins

### L'OPG demande le rétablissement des droits à l'importation

L'hiver dernier, les fabricants d'aliments du bétail avaient demandé la suppression des droits à l'importation de 12 euros par tonne sur les céréales pour faire baisser les cours en France. Nous avons été stupéfaits de voir que cette demande était également relayée par l'AGPB. L'OPG s'y était alors opposé argumentant qu'il serait très difficile de rétablir ces taxes à l'importation ultérieurement quand les cours baisseraient. Cette suppression des droits n'aurait en plus bénéficié qu'à 42 000 tonnes de grains sur l'ancienne campagne. Aujourd'hui, avec l'excellente moisson en Ukraine, ce sont plusieurs millions de tonnes de céréales d'origine Mer Noire qui risquent de débarquer en Bretagne et de peser sur les cours. Évidemment, les exportateurs n'attendent que cela car il leur faudra réexporter la production française qui n'aura pas été consommée par le bétail : importer pour pouvoir exporter ! L'OPG demande la remise en place immédiate de ces droits à l'importation au nom du respect de la préférence communautaire et dans un souci environnemental afin de limiter les transports inutiles. Le président de l'AGPB s'énervait, conscient de l'énorme erreur commise...

## Les situations difficiles voient naître des nouvelles réglementations

Le 11 mai, Le ministre Bruno Le Maire, en visite dans la Vienne, a annoncé la possibilité pour les éleveurs d'utiliser les jachères pour alimenter leurs animaux. Il a aussi, demandé aux agriculteurs de mettre en place, pour le 1er juillet 2011, des contrats entre céréaliers et éleveurs pour faciliter l'approvisionnement en aliments du bétail. Cette proposition correspond à la demande qui avait été exprimée par l'OPG et la CR... et présentée comme irréalisable par Coop de France. Le ministre se serait-il trop avancé par rapport à la fédération des coopératives ? C'est à croire car le prélèvement de la CVO par l'OS est toujours obligatoire.



### Moisson 2011 : une année beaucoup moins prometteuse que prévu

Avec des baisses de rendement estimées au niveau national à 12 % par rapport à la campagne précédente, mais surtout avec des disparités régionales importantes, la moisson 2011 aura été très précoce pour certaine région mais pas abondante. Coté prix, le blé a perdu 40 euros en quelques mois. Les prix départ fermes ne dépassent pas aujourd'hui les 170 €/t et certaines coopératives ne donnent pas plus de 120 €/t d'acompte... Avec les augmentations de charges subies sur les intrants, l'année 2011 risque fort d'apporter de mauvaises surprises au niveau des comptabilités. Il est indispensable de défendre nos prix si l'on veut maintenir un revenu pour les prochaines années.

## Sécheresse et biocarburants

Avec la pénurie de fourrages et des difficultés économiques récurrentes, les éleveurs ne savent pas où se tourner pour trouver de l'alimentation pour les animaux. Mais pourquoi ne fait-on pas appel aux 1,5 millions de tonnes de blé, achetées à vil prix aux agriculteurs (135 € la tonne) pour alimenter les distilleries d'éthanol ? On parle de solidarité entre céréaliers et éleveurs mais qu'en est-il de la solidarité inter filières ?

## GNR : l'ombre des biocarburants !

Lors de l'annonce de ce futur carburant agricole GNR, l'OPG et la CR avaient communiqué sous le titre : « GNR, la double peine pour les agriculteurs ». On ne croyait pas si bien dire.

Il est avéré que pour les utilisateurs, ce nouveau carburant aura plus d'inconvénients que d'avantages par rapport au précédent.

Mais comment comprendre que :

→ nos voisins belges, allemands et suisses, souvent présumés plus verts que nous, n'aient pas pris cette mesure dans leur plan national d'énergies renouvelables ?

→ pourquoi rendre obligatoire ce nouveau produit sur 10 % des utilisations du fuel, alors que la grande majorité de ce carburant est utilisée en

combustible ?

Il existe en effet dans certains pays un carburant non additionné d'ester qui n'a pas les inconvénients de saisonnalité du GNR, il se stocke parfaitement et respecte la contrainte européenne de dégagement de Soufre.

Les promoteurs des biocarburants auraient-ils tiré une balle dans les pieds de leurs collègues agriculteurs ?

## GNR :

Est-on en train de nous refaire le bug de l'an 2000 ?

Lors du passage à l'an 2000, un grand nombre d'experts avait prévu des problèmes sur nos parcs de matériel informatique mais en janvier 2000, le bug de l'an 2000 n'était finalement plus qu'un pétard mouillé, beaucoup d'ordinateurs ayant par contre été arrêtés par un autre bug, celui de la tempête de fin décembre 1999.

Le Gazoil non routier (GNR) ne sera pas un pétard mouillé car il est certain que l'adjonction d'ester dans ce carburant le rendra moins énergétique que le fuel domestique. Par contre, les vendeurs de cuves ont bien retenu la leçon des informaticiens : « mettez vos anciens réservoirs de stockage au rebus, nous vous livrons de nouvelles cuves, en nouveaux matériaux et aux nouvelles normes ».

Nous nous garderons bien de sous estimer les effets de ce changement de carburant, mais, avec les premières expériences acquises avec les automoteurs (depuis début mai), les premiers retours indiqueront qu'un bon nettoyage des cuves avant le premier remplissage serait suffisant. Avant donc de commander une nouvelle cuve, renseignez vous, il se pourrait que ce problème de colmatage de filtres ait été quelque peu exagéré. Le ministère de l'environnement serait soupçonné d'avoir ouvert préventivement un grand parapluie.



## Les nitrates sont bons pour la santé

Le 31 mars dernier, était organisé, à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière, sous le patronage de l'Académie Nationale de Médecine, un colloque sur le thème : « Nitrate, nitrite, oxyde nitrique : nouvelles perspectives pour la santé ».

Les conclusions de ce colloque sont sans appel : au-delà de l'innocuité, déjà établie depuis plusieurs décennies, les intervenants ont démontré que les nitrates sont avant tout bénéfiques pour la santé. Plusieurs éminents professeurs d'universités étrangères (Etats-Unis, Suède, Royaume-Uni...) se sont relayés pour exposer le rôle des nitrates et des nitrites sur l'organisme. Ils ont notamment mis en évidence leurs effets positifs en matière de prévention des pathologies cardiovasculaires, rénales, de l'appareil digestif et des infections du type *Escherichia coli* ainsi que leur rôle actif dans le traitement des affections cardiaques ou encore leur intérêt pour développer la résistance des sportifs à l'effort. Le professeur Christian Cabrol a d'ailleurs rappelé que les études du rôle bénéfique de l'oxyde nitrique sur le système cardiovasculaire et sur l'hyper tension pulmonaire ont valu, en 1998, le prix Nobel de médecine aux professeurs Ignarro, Furgott et Murad.

Les débats ont révélé que la diabolisation des nitrates constitue une grave erreur en matière de santé publique. Les allusions à l'effet cancérigène qui pourrait être imputé à ces nitrates ont été réfutées sans ambiguïté par les Docteurs Nathan Bryan et Catherine Hill (institut de cancérologie G. Roussy).

De même il a été rappelé que c'était non pas la présence de nitrates mais celle de bactéries en grande quantité dans l'eau des biberons qui était la cause de la méthémoglobinémie du nourrisson, et que cette affection, qui reste le seul justificatif officiel du maintien de la norme sanitaire sur les nitrates a totalement disparu, grâce à l'hygiène et à la qualité de l'eau d'adduction publique. En conclusion, le Dr Jean Marie Bourre, de l'Académie nationale de médecine, a repris les propos du prix Nobel Louis Ignarro qui recommande une révision complète des normes nitrate et nitrite pour tenir compte de leurs effets bénéfiques et protecteurs sur la santé. Ceci rendrait d'ailleurs cohérente la recommandation de consommation fréquente de légumes, qui sont pour la plupart très riches en nitrates. Il convient donc de revoir la législation sur les normes, en particulier pour l'eau de boisson. La France, sévèrement attaquée par la Commission



européenne pour le non respect de la directive nitrates de 1991, doit exiger sa révision d'urgence afin de l'adapter aux dernières connaissances scientifiques et médicales. Le ministère de la santé, dont aucun représentant n'était présent lors des débats, doit communiquer clairement vers le grand public pour l'informer des enjeux essentiels des nitrates pour la santé. Il serait irresponsable et coupable de taire et cacher cette vérité scientifique sous prétexte qu'elle n'est pas acceptable politiquement et socialement. Dans notre profession, arrêtons immédiatement les dépenses en cultures CIPAN (cultures intermédiaires pièges à nitrates) et les opérations de type Fertimieux, revoyons la notion de « zone vulnérable » et les plans d'épandage.

## Assurance récolte

**D**écouvrant (trop souvent a posteriori) la carence de protection qu'ils attendaient, les agriculteurs ont boudé les offres des assureurs (et de l'Etat) et peu souscrit à cette assurance récolte, trop chère et improductive !

Conscientes de cela, certaines compagnies ont aménagé pour cette campagne des propositions commerciales dans le but d'attirer les agriculteurs, avec notamment, des dates de souscription variables. Ainsi, pour une céréale semée en octobre 2010, la souscription de l'assurance récolte « aurait pu » se pratiquer, jusqu'au 15 mai 2011. Le potentiel des céréales se trouvant cette année affecté par la sécheresse, ces assureurs ont mis brutalement un terme, fin avril, à cette proposition « discrètement » offerte sur le terrain. La CR et l'OPG avaient, lors de l'élaboration de la loi de modernisation agricole, mis en garde le Ministère de l'agriculture sur l'inefficacité prévisible de cette assurance récolte. De nombreux agriculteurs sinistrés au cours des précédentes campagnes ont découvert à leur insu que la protection attendue n'était pas au rendez-vous. Les aménagements commerciaux de certains n'arrangent rien, ils brouillent l'image d'un produit qui est mal né... et pourtant subventionné !

## Les corbeaux n'aiment pas le thirame

Avec le retrait de certaines molécules en traitement de semences, les corbeaux et autres corneilles peuvent être de véritables prédateurs pour les semis de maïs. Certains agriculteurs en ont fait l'expérience, les semences traitées au thirame ont un effet corvifuge. Pour les situations les plus critiques, rien ne remplacera la pose d'un piège pour lequel un agrément est obligatoire. Pour les plus concernés, il est préférable de surveiller à l'avenir que les semences soient bien traitées au thirame, ce qui n'est pas le cas de toutes.

## L'IRRIGATION source de biodiversité

**N**otre système agricole est basé sur des plantes à développement hivernal et estival. Ces dernières, avec des évapotranspirations pouvant aller jusqu'à 5 mm par jour doivent trouver l'alimentation hydrique nécessaire à leur croissance.

La réduction des consommations de phytosanitaires est un souci constant pour les agriculteurs. Comme l'a souligné le rapport de l'INRA effectué dans le cadre du groupe Ecophyto R&D ([http://www.inra.fr/\\_institut/etudes/ecophyto\\_r\\_d/ecophyto\\_r\\_d\\_resultats](http://www.inra.fr/_institut/etudes/ecophyto_r_d/ecophyto_r_d_resultats)), la rotation culturale est l'outil le plus efficace pour réduire la pression parasitaire. Un des critères d'efficacité de cette rotation culturale est le respect de l'alternance de cultures d'hiver et d'été.

L'irrigation assure la diversité et la réussite des cultures d'été. Les seules cultures d'été praticables en sec sont le tournesol et le sorgho. Le sorgho a l'inconvénient d'avoir un effet détestable sur la structure du sol et de développer des mycotoxines, considérées aujourd'hui comme nuisibles à la qualité alimentaire. Il est important d'ouvrir la biodiversité par le développement possible de cultures telles que le maïs, le soja, les pois, le millet, le sarrasin .... Ce n'est que l'irrigation qui permet l'introduction de ces cultures.



## Ecophyto : Quand plane l'ombre d'Ubu

L'axe 9 d'Ecophyto traite de la sécurité des utilisateurs. Ainsi, une fiche projette de limiter la taille des emballages dans le souci de sauvegarder la santé de l'applicateur. Cet argument est pertinent, mais on ne peut cependant pas ignorer le gain, pour la protection de l'environnement que procurent des emballages plus grands. Mais là, on sort de l'axe 9 !



### Le stockage de l'eau



**L** tombe en France 170 milliards de mètres cubes d'eau chaque année. Seuls 32 milliards sont utilisés, le reste partant à la mer. L'agriculture prélève 5 milliards, soit seulement 3 % de la pluie qui tombe.

Malgré les déclarations de certains médias, le stockage est en panne depuis dix ans. Le coût nécessaire à la construction des retenues est estimé entre 3 et 8 € par m<sup>3</sup>. Il est urgent que les pouvoirs publics remettent à jour une politique de stockage sans imposer des conditions intenable, sous la pression de certains groupes environnementalistes.



### La luzerne, un fourrage résistant à la sécheresse

Tout le monde le sait, les racines de luzerne colonisent le sol jusqu'à 7 m de profondeur et plus il fait chaud, plus on fait de belles et nombreuses coupes de luzerne. Hélas, libre échange oblige, la luzerne a disparu de nos rotations que ce soit dans les fermes de grandes cultures ou dans les régions d'élevage. Cette plante magique doit sa disparition aux importations de soja OGM en provenance du continent américain. S'il y avait eu en 2011 une parcelle de luzerne dans chaque ferme, l'approvisionnement en fourrages aurait été moins fragilisé par la sécheresse.



### L'irrigation, meilleure assurance de production :

**L**a volatilité des marchés céréaliers qui résulte aujourd'hui de stocks très bas est le résultat d'une production insuffisante par rapport à la consommation. Les chutes de production qui ont été enregistrées récemment en Europe de l'Est, découlaient d'un climat continental, irrégulier en pluviométrie. L'irrigation a un effet sécurisant sur la production qui apporte une influence bénéfique sur la régulation de la production et donc des marchés.

Les civilisations anciennes assuraient le développement de leur agriculture par la maîtrise de l'eau. Avec la baisse des stocks internationaux, notre société prend conscience de l'effet nourricier de l'agriculture. Il serait regrettable que la perte de la maîtrise de l'eau contribue à faire baisser nos productions dont les besoins ne cessent d'augmenter.